



TRANSITIONS AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

COMPTE-RENDU

de l'atelier du 12 juillet 2022 à
Mouans Sartoux



Sommaire

Préambule	3
A la rencontre des ODD	4
Qui fait quoi en Provence-Alpes-Côte d'Azur ?	6
La faisabilité technique et scientifique d'une transition agroécologique : pourquoi, comment et quelles conséquences sur le système agro-alimentaire mondial ?	8
Retours d'expériences des acteurs de terrain	10
Touiza Solidarité	10
Migrations & Développement	12
Méditerranée Afrique Solidarité	13
Chambre de Commerce Italienne pour la France de Marseille	14
La stratégie de coopération internationale et méditerranéenne de la Région Sud	16
ANNEXE : Présentation des intervenant.e.s	18

*Participant.e.s :

- AgroParisTech, Marc DUFUMIER
- Amoureux du Potager, Marie-Hélène CAINAUD, Bénévole
- Association CIDISol, Amélie BOURGEOIS
- Association CIDISol ; Philippe CANER
- Association KIVUDI, Angélique KOLA, Présidente
- CCFD-Terre Solidaire, Sylvie RAMBOUR, Bénévole, responsable commission ECSI sur le 06
- Mairie de Peymeinade, Julie PIGNAT, Chargée de Développement Durable Economique et Solidaire
- Méditerranée Afrique Solidarité, Yves FERRY, Président
- Méditerranée Afrique Solidarité, Véronique BALLERET
- Méditerranée Afrique Solidarité, Corinne SENAUX
- Méditerranée Afrique Solidarité, Michael LATZ
- Méditerranée Afrique Solidarité, Anne-Marie HENNEBELLE
- Méditerranée 2000, Estelle BELLANGER, Directrice
- Migrations et Développement, Brahim SETTAR, Responsable Point Focal Tiznit (par visioconférence)
- Dja GAHROUT, Créatrice
- Région Sud, Rougina FARAG MAURICE SOLIMAN, Chargée de mission
- Territoires Solidaires, Laurence GRIETTE, Directrice
- Territoires Solidaires, Pierre ORTOLAN, Stagiaire
- Territoires Solidaires, Ella CARRARA, Chargée de mission
- Territoires Solidaires, Capucine GUIEU, Chargée de projets ECSI
- Touiza Solidarité, Déborah GAREL, Chargée de projets
- Touiza Solidarité, Marie KARPOFF, VSC
- Villeneuve Loubet, Marie BIAMONTE, Diététicienne - chargée de projet alimentation durable
- Ville de Mouans Sartoux, Monsieur Daniel Le Blay, Conseiller municipal

Préambule

Entre 2022 à 2024, Territoires Solidaires propose sur le territoire régional une série d'ateliers intitulée **A la rencontre des ODD**.

Ces ateliers s'inscrivent dans le cadre du programme RECITAL ODD - Renforcer l'éducation à une citoyenneté internationale sur nos territoires par une approche locale des ODD, commun aux 13 Réseaux Régionaux Multi-Acteurs français. RECITAL ODD vise à poursuivre et à renforcer la mobilisation des territoires et des différentes catégories d'acteurs de l'ECSI pour agir en faveur des Objectifs de Développement Durable.

Ce programme est cofinancé par l'Agence Française de Développement. En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, il bénéficie aussi du soutien financier de la DRAJES - Direction régionale à la Jeunesse, à l'engagement et aux sports.

Pour Territoires Solidaires il s'agit d'aller plus loin dans la sensibilisation, la compréhension et l'action autour des enjeux du développement et de la solidarité internationale en région en proposant des éclairages sur les ODD, en organisant des échanges autour des expérimentations menées ici et ailleurs en faveur d'un développement durable et solidaire, en valorisant les contributions des acteurs de la région à l'Agenda 2030.

Le premier rendez-vous a eu lieu le 12 juillet 2022 à Mouans-Sartoux et a été dédié à la thématique des transitions agricole et alimentaire, en lien avec les objectifs de **Consommation et production responsables (ODD 12) et Faim « zéro » (ODD 2)**.

Nous remercions vivement la municipalité de Mouans-Sartoux de son accueil à cette occasion et de la présence à nos échanges de Monsieur Daniel Le Blay, Conseiller municipal.

Cet atelier a aussi été l'occasion de lancer le groupe de travail « Agriculture durable » de Territoires Solidaires dont les objectifs sont de créer un espace de rencontre, de partage d'expériences entre les acteurs de la région engagés sur cette thématique, d'encourager les synergies et les partenariats.

A la rencontre des ODD

Les Objectifs de Développement Durable concernent toutes les grandes problématiques : climat, éducation, prospérité économique, santé, accès à l'eau, agriculture, gouvernance, etc. Ils montrent **comment les territoires sont liés par des enjeux partagés et sont un appel à agir de façon collective et transversale à toutes les échelles**. Ils sont interconnectés et, pour ne laisser personne de côté, il est important d'atteindre chacun d'entre eux, et chacune de leurs cibles, à l'horizon 2030.



ODD 2 - « FAIM ZÉRO »

Ces vingt dernières années, **la croissance économique rapide et une meilleure productivité agricole ont permis de diviser par près de deux le nombre de personnes sous-alimentées**. De nombreux pays en développement qui souffraient de la famine et de la faim sont maintenant à même de répondre aux besoins alimentaires des plus vulnérables. L'Asie centrale, l'Amérique latine et les Caraïbes ont accompli des progrès considérables en vue d'éradiquer la faim extrême.

Malheureusement, **la faim continue de freiner le développement de multiples pays**. Le nombre de personnes sous-alimentées est une **conséquence directe de la dégradation de l'environnement, de la sécheresse et de la perte de la biodiversité**. La sous-nutrition et l'insécurité alimentaire augmentent presque partout en Afrique et en Amérique du Sud.

Les Objectifs de développement durable visent à **mettre un terme à toutes formes de faim et de malnutrition d'ici 2030**, en faisant en sorte que toutes les personnes - notamment les enfants et les plus vulnérables - aient accès à une alimentation suffisante en quantité et en qualité, tout au long de l'année. Cela implique **d'encourager des pratiques agricoles durables, d'améliorer les moyens d'existence et les capacités des petits paysans, de permettre une égalité d'accès à la terre, aux technologies et aux marchés**. Cela implique aussi une coopération internationale pour assurer les investissements dans les infrastructures et technologies qui améliorent la productivité agricole.



Chiffres clés

- 821 millions de personnes sous alimentées en 2017
- 63% des gens souffrant de la faim se trouvent en Asie
- Presque 22% des enfants de moins de 5 ans souffraient encore de problèmes de croissance en 2017
- 1 adulte sur 8 est obèse
- 1 femme sur 3 en âge de procréer est anémique
- L'agriculture emploie 26% de la population

ODD 12 - CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

Pour concilier croissance économique et développement durable, nous devons **réduire d'urgence notre empreinte écologique** en modifiant notre façon de produire et de consommer les biens et ressources. **L'agriculture est le plus grand utilisateur d'eau au monde et l'irrigation engloutit désormais près de 70 % de toute l'eau douce propre à la consommation humaine**.

La gestion efficace de nos ressources naturelles communes et la manière dont nous éliminons les déchets toxiques et polluants sont des cibles clés pour atteindre cet objectif. Encourager les industries, les entreprises et les consommateurs à recycler et à réduire les déchets est tout aussi important que d'aider les pays en développement à adopter des modes de consommation plus durables d'ici 2030.

Une grande partie de la population mondiale consomme encore beaucoup trop peu pour satisfaire seulement ses besoins fondamentaux. **Réduire de moitié le gaspillage alimentaire mondial par habitant chez les détaillants et les consommateurs est également essentiel pour créer des chaînes de production et d'approvisionnement plus efficaces.** Cela peut contribuer à la sécurité alimentaire et nous orienter vers une économie utilisant plus efficacement les ressources.



Chiffres clés

- 1,3 milliard de tonnes de nourriture sont gaspillés chaque année, tandis que près de 2 milliards de personnes souffrent de faim ou de malnutrition.
- Le secteur alimentaire représente environ 22% des émissions totales de gaz à effet de serre, en grande partie à cause de la conversion des forêts en terres agricoles.
- Seulement 3% de l'eau de la planète est potable et les humains l'utilisent plus vite que la nature ne peut la reconstituer.
- Un cinquième de la consommation finale d'énergie dans le monde en 2013 provenait de ressources renouvelables.

Interactions entre l'ODD 12 et l'ODD 2



L'ambition globale de l'Agenda 2030 se traduit aussi par sa transversalité et par la reconnaissance des liens entre les différentes dimensions du développement. Chaque Objectif de développement durable fait ainsi référence aux autres objectifs à travers l'intitulé de ses cibles. La mise en œuvre de l'Agenda 2030 doit donc prendre en compte ces connexions ou « interrelations » entre les différents objectifs (qu'elles soient positives ou négatives).

Notre objectif en travaillant sur les ODD 2 et 12 lors de cet atelier est de montrer qu'il faut développer une nouvelle manière de produire et de consommer pour pouvoir nourrir la planète dans une situation de crise environnementale et climatique. Il y a en effet un point de jonction entre l'ODD 12 et l'ODD 2 lorsqu'on parle des méthodes de productions agricoles durables.

Qui fait quoi en Provence-Alpes-Côte d'Azur ?

Territoires Solidaires est le **Réseau Régional Multi-Acteurs (RRMA)** de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il fédère l'ensemble des structures ou institutions qui développent des actions de coopération et de solidarité internationales : collectivités, associations, entreprises, établissements d'enseignement, de santé, ...

Le réseau propose un ensemble de services adapté aux besoins de connaissance, d'échanges, de professionnalisation, de conseils, de valorisation, de visibilité des acteurs. L'une des missions de Territoires Solidaires est **de valoriser et de promouvoir** les initiatives portées par les acteurs de notre région et de favoriser leur mise en réseau en s'appuyant sur un Observatoire de la coopération et de la solidarité internationale.

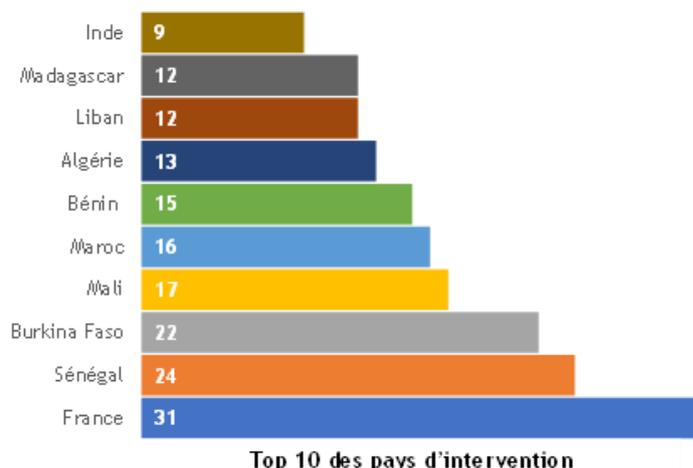
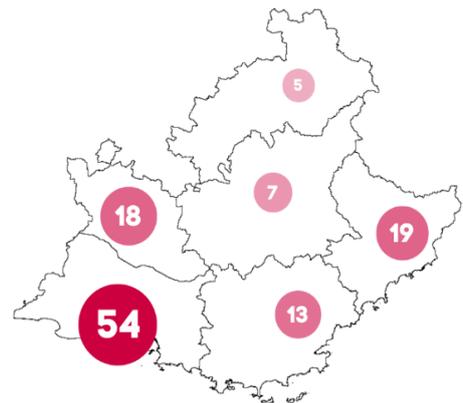
Cet **Observatoire de Territoires Solidaires** est constitué de l'**Annuaire des acteurs** du réseau et d'un **Panorama des projets**¹. Chaque acteur référencé et chaque projet présenté est qualifié selon les ODD auxquels ils contribuent. L'observatoire permet :

- une lecture exhaustive et actualisée des actions mises en œuvre sur le territoire régional aussi bien que dans les pays partenaires ;
- d'harmoniser les données recueillies par l'intégration de thésaurus et référentiels communs et partagés avec les autres Réseaux Régionaux Multi-Acteurs, dont une répartition par ODD ;
- de rendre visible et de promouvoir l'importance des dynamiques en PACA.

Sur 670 structures référencées, 116 contribuent soit à l'ODD 2, soit à l'ODD 12, soit aux 2.

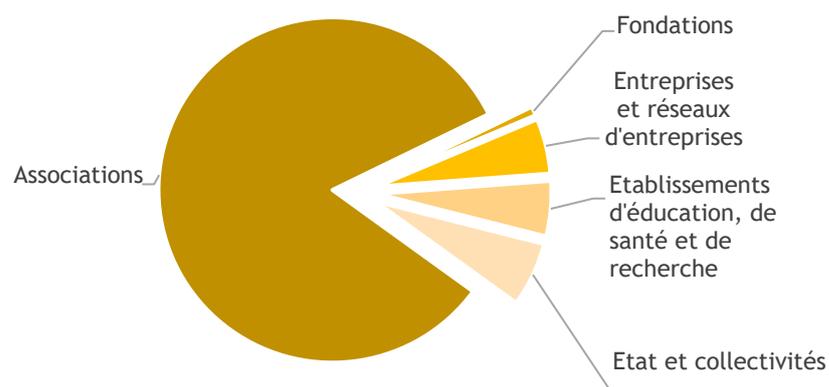
La **répartition des structures** référencées contribuant aux ODD ciblés dans le cadre de cet atelier est semblable à la dynamique globale : la majorité est domiciliée dans les Bouches-du-Rhône et dans les Alpes Maritimes (voir carte ci-contre).

Cela peut s'expliquer par la présence de grandes métropoles comme Marseille et Nice.



Les pays les plus investis en 2022 par les structures contribuant aux ODD 2 et 12 sont présentés ici. En comparant avec les données de 2015, on constate une forte émergence de coopérations avec le Bénin, le Togo et le Cameroun. La présence de la France dans ce classement s'explique par les structures portant des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

¹ L'annuaire du réseau et le panorama des projets génèrent un peu plus de 16 000 visites par an.



On remarque une part importante d'associations dans **la répartition des structures** selon leur statut juridique. De manière globale, les associations sont nombreuses dans le domaine de la coopération et de la solidarité internationale. Aussi, l'Observatoire de Territoires Solidaires étant un outil de référencement autonome, nombreuses sont les associations qui se sont référencées suite à la diffusion d'appels à projets qui leurs ont été adressés ou encore dans le cadre d'accompagnements proposés par le RRMA.

La faisabilité technique et scientifique d'une transition agroécologique : pourquoi, comment et quelles conséquences sur le système agro-alimentaire mondial ?

par Marc DUFUMIER

Marc DUFUMIER est un agronome et enseignant-chercheur français, spécialiste des systèmes agraires et de leur évolution. Il a notamment dirigé la chaire d'agriculture comparée et de développement agricole à AgroParisTech de 2002 à 2011.

L'ODD 2, c'est la fin de la faim et de la malnutrition. Mais il faut garder en tête que la population est croissante. Pour mettre fin à la malnutrition, il faut une alimentation équilibrée, de qualité et suffisante. Il faut également une alimentation responsable sans antibiotique dans la viande, sans perturbateurs endocriniens dans les fruits et légumes, sans de résidus de pesticides, ...

Dans le monde, on produit un excédent de nourriture : on estime par exemple qu'il faudrait produire 200 kilos de céréales ou équivalent par an et par habitant. Aujourd'hui, la production mondiale atteint 330 kilos de céréales ou son équivalent par an et par habitant.

Le problème de la faim n'est donc pas la conséquence d'un manque de production mais celui d'un manque de moyens pour se procurer de la nourriture. Il y a par exemple beaucoup de personnes qui ne peuvent juste pas acheter de la nourriture et ceci, que ce soit en France ou au Brésil. Des pays se sont spécialisés dans certains produits et qui ne parviennent pas à les acheter : c'est le cas du Brésil qui produit et exporte des tonnes de soja mais ne produit pas d'aliments qui permettent de nourrir les Brésiliens.

Les petits exploitants sont en concurrence avec les autres exploitants. Ils doivent mettre leur production au même prix que celui qui a une agriculture mécanisée ; il met environ 200 fois plus d'effort pour produire le même blé qu'un exploitant mécanisé. Alors, en acceptant de vendre au même prix, il accepte une rémunération 200 fois moindre qui ne lui permet pas d'acheter de quoi se soigner, se nourrir, ...

Il faut produire moins et exporter moins pour ne pas faire concurrence aux petits exploitants.

Il faut pouvoir produire en plus grande quantité les protéagineux.

Il faut une agriculture intensive et résiliente avec laquelle on produit plus pour pouvoir produire sans s'étendre sur les forêts.

Il faut adopter une agriculture plus performante et « intensive » pour ne pas s'étendre sur les forêts primaires congolaises, brésiliennes ou indonésiennes.

Il faut être plus efficace sur le terrain que l'on possède.

Est-ce techniquement possible ?

Techniquement oui, mais politiquement difficile. On a besoin de l'énergie qui nous est fournie dans la nourriture, et la nourriture trouve son énergie dans le soleil. Il faut maximiser la photosynthèse et organiser les champs avec différentes productions qui vont capter les rayons du soleil. En permettant aux plantes de transpirer en leur donnant suffisamment d'eau, elles seront suffisamment hydratées et pourront absorber le gaz carbonique et ainsi produire de la photosynthèse.

Dans les vignobles on peut par exemple laisser les « mauvaises herbes » qui, lorsqu'elles sèchent permettent, à la terre d'être plus poreuse et à l'eau de s'infiltrer. En introduisant de l'humus on peut retenir l'eau et empêcher le ruissellement.

L'alternative aux intrants azotés sont les légumineuses. Il faudrait prendre de l'azote français plutôt que d'utiliser du soja (azote) brésilien pour nourrir des vaches qui font du lisier qui nourrissent les algues. Il ne faut pas non plus gaspiller le phosphore dont le prix augmente. Il faut récupérer les

urines en remettant les vaches sur la paille pour refaire du fumier et non du lisier. Tous les jours, le basalte et le grès libèrent des éléments minéraux en sous-sols. Les plantes ne peuvent le récupérer mais les racines des arbres oui. Ces éléments minéraux se retrouvent dans les feuilles qui lorsqu'elles meurent deviennent de l'humus très riche. Les champignons mycorhiziens vont chercher avec leur mycélium des éléments minéraux à des endroits que les plantes avec leurs racines les plus fines ne peuvent aller chercher.

On parle ici d'une véritable révolution agricole mais qui doit se faire sur le temps long terme : on emploie donc plutôt le terme de transition.

Retours d'expériences des acteurs de terrain

Pour Territoires Solidaires, il est important d'illustrer lors de ses rencontres la **mise en œuvre de certains Objectifs de développement durable (ODD) par le témoignage d'acteurs** de la région, qu'il s'agisse de collectivités locales, d'associations, d'entreprises ou de services de l'État, d'établissements éducatifs ou autre.

Ceci concerne bien sûr des actions avec des partenaires à l'étranger, mais **aussi des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) en région** - car l'ECSI peut être à la fois un préalable et un complément à une action de solidarité internationale. Elle permet une meilleure compréhension des enjeux de développement et favorise la mobilisation de forces vives, relais locaux, jeunes et citoyens. Ceux-ci seront alors plus à même de soutenir et de s'engager dans des actions de coopération internationale, dans un cadre bénévole ou professionnel.

Touiza Solidarité

Par Déborah GAREL, Chargée de projets

Touiza Solidarité est une association loi 1901, créée en 1995, à Marseille, œuvrant pour un développement durable et partagé et un renforcement de la solidarité entre les deux rives de la Méditerranée. Touiza Solidarité est un acteur majeur de la coopération en Méditerranée, en particulier entre la France et les pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie).

« Solidarité Algérie - Appui aux initiatives de résilience post-incendies pour un développement local durable »



Au cours de l'été 2021, l'Algérie a été frappée par des incendies dévastateurs qui sont survenus dans le Nord du pays. Les pertes matérielles, économiques, écologiques et malheureusement humaines engendrées par ces incendies sont considérables et ont précipité des milliers de familles dans la précarité.

Un bilan non-exhaustif des pertes agricoles constatées dans 24 communes de la Wilaya de Tizi-Ouzou fait état d'environ 5 000 exploitations agricoles détruites, autant d'hectares de vergers brûlés, presque 20 000 animaux d'élevage tués et environ 8 000 ruches perdues. Les familles des zones rurales les plus touchées ont donc perdu dans les flammes leur principale source de revenu et de subsistance.

Un projet pilote a été mis en place au sein de la Wilaya de Tizi-Ouzou (Algérie) dans les zones les plus touchées. Il vise à réhabiliter les ressources agricoles des familles sinistrées ainsi que d'aider à s'adapter aux conséquences futures du changement climatique.

Ce projet est conduit en partenariat avec l'AJIE - Association pour la Jeunesse Innovatrice et l'Environnement (Tizi-Ouzou), partenaire depuis 2009 de Touiza et l'association Torba (Alger), spécialisée dans l'agroécologie et la sensibilisation aux pratiques de l'agriculture durable.

Ses objectifs sont de contribuer :

- à la restauration des écosystèmes et à la sauvegarde du patrimoine naturel local et introduire des variétés résistantes au changement climatique ;
- à la protection de la biodiversité et à la valorisation des ressources naturelles locales en y intégrant une dimension économique, sociale et solidaire ;
- à l'amélioration des conditions de vie des familles sinistrées et à la lutte contre l'exode, en particulier des jeunes, par le développement d'activités génératrices de revenus.

Les principales activités prévues sont :

- Le reboisement en appuyant et en accompagnant la restauration des écosystèmes par le reboisement, les plantations et le greffage d'arbres fruitiers.
- La sensibilisation des agriculteurs, des jeunes (élèves) et des acteurs locaux des villages sinistrés aux thématiques de l'urgence climatique, l'agriculture durable, la protection de la biodiversité, la valorisation des ressources naturelles.
- Le renforcement des capacités des agriculteurs, des animateurs référents et des acteurs locaux des villages sinistrés, aux pratiques de l'agriculture durable (agroécologie, maraîchage, élevage, apiculture, transformation des produits agricoles, permaculture, arboriculture, lutte contre l'érosion, gestion de l'eau, valorisation des ressources locales, etc.).
- En appuyant et en accompagnant la création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) dans l'agriculture durable à destination des agriculteurs sinistrés.

Pour Touiza, la coopération internationale a été saisie comme une opportunité de sensibiliser les publics, de les mobiliser dans des actions locales.

Ainsi en région, le projet « Solidarité Algérie » permet de sensibiliser les publics en complément de deux projets, l'un de sensibilisation des jeunes au changement climatique « Oasis en péril » et l'autre à l'importance d'une production et consommation durables et responsables « Dattes Solidaires ».

Projet « Oasis en péril »²

Le projet « Oasis en péril » a débuté lors de l'année scolaire 2020-2021 et se poursuit actuellement. Il vise à sensibiliser le public scolaire et plus particulièrement les élèves de la 6^e à la 4^e aux changements climatiques. Il souligne l'importance de sauvegarder les espaces fragiles de la planète en prenant comme support pédagogique la situation des oasis, emblématique des bouleversements climatiques en cours. Le projet consiste à réaliser des animations pédagogiques dans les collèges et centres sociaux en lien avec les enseignants et animateurs concernés.

Touiza Solidarité a organisé des animations au sein de trois collèges de la région Sud, un dans les Hautes Alpes et deux dans les Alpes de Haute Provence, et également au sein du Centre International des Arts et Cultures Urbaines (CIACU) d'Aix-en-Provence.

Une Exposition de photographies « Oasis du monde, Oasis en péril, une animation musicale sur le thème des Oasis, la présentation de vidéos sur le thème des Oasis ont été proposées pour organiser un débat avec les collégiens. Au total ce sont près de 400 personnes qui ont été sensibilisées dont 330 jeunes.

Dans un second temps, des échanges avec les établissements scolaires en Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie) ont été instaurés. Les collèges de la Région Sud et les collèges en Afrique du Nord situés en zones oasiennes, appuyés par les associations partenaires, échangent en utilisant une mini-station météo en tant que support pédagogique afin de comparer les données climatiques.

² Projet soutenu par Territoires Solidaires dans le cadre du programme CONCERTO

Projet « Dattes Solidaires » :

Le projet « Dattes solidaires » a pour objectif global la sensibilisation du public de la région Sud à l'importance d'une production et consommation durables et responsables (ODD 12). Il cible plus particulièrement les élèves du secondaire et les jeunes des centres sociaux, mais également les enseignants, les animateurs et les parents. Le projet s'appuie, pour cela, sur la situation dramatique des oasis, victimes, entre autres, du changement climatique en cours et sur le soutien pratique qui peut être apporté aux paysans et artisanes des oasis en incitant les jeunes à acheter des dattes dans une démarche de commerce équitable.

Le projet permet ainsi :

- La sensibilisation aux effets au Sud du changement climatique induit par le mode de production-consommation du Nord ;
- La mise en pratique d'un commerce équitable et responsable ;
- L'importance de la solidarité internationale en particulier entre jeunes de Provence et du Maghreb.

Migrations & Développement

Par Brahim SETTAR

Migrations et Développement a été créée en 1986 par des migrant·e·s pour mener des actions de développement dans les villages de leur région d'origine, l'Atlas et l'Anti-Atlas marocains, frappés par une sécheresse sévère depuis le milieu des années 70. L'association est composée de 4 pôles :

- Agriculture durable et environnement
- Gouvernance et animation territoriale
- Migration et solidarité
- Analyse, capitalisation et évaluation.

Projet AACTAE, Articuler Communautés Agraires et Communes rurales comme actrices d'une gouvernance foncière innovante pour une Transition Agro-Écologique dans le massif du Siroua (2017-2022).

Le massif du Siroua est une région montagneuse semi-aride de l'Anti-Atlas marocain. Cette région connaît une forte pression foncière ce qui entraîne une diminution des ressources naturelles et qui a pour conséquence une augmentation de l'exode rural.

Dans ce contexte, le projet AACTAE a été lancé avec l'appui de l'Agence Française de Développement, la Fondation Léa Nature et le Fonds pour l'Environnement Mondial. Le projet, mené en consortium avec Terre & Humanisme PESI et Terre & Humanisme Maroc, s'inscrit dans une volonté de renforcer les capacités de résilience des communautés face aux effets du réchauffement climatique pour faire de la mobilité un choix et non une décision contrainte. Développant l'articulation entre les Communautés Agraires (CA) et les Communes Rurales (CR), le projet vise à les rendre actrices d'une gouvernance foncière innovante pour une meilleure transition agroécologique dans le Massif de Siroua



En 2020, l'impact de la sécheresse a aggravé le stress hydrique au Maroc en général et dans la région Souss Massa en particulier. Le cumul des pluies insuffisantes avec la hausse des températures relevée ces dernières années, affectent tout particulièrement les parcours pastoraux, notamment au niveau des zones bours, qui dépendent uniquement des pluies.

Ce projet visait à revitaliser les règles coutumières ancestrales à travers la formalisation de chartes de gestion et à créer des espaces de concertation et d'articulation des Communautés Agraires (CA) qui gèrent leurs territoires avec les Collectivités Territoriales. Cette articulation tourne, entre autres, autour des réflexions collectives sur la situation des ressources naturelles, des actions d'amélioration des pratiques liées à l'agroécologie et à la diversification agricole et économique, la mobilisation des institutions pour une meilleure convergence des actions et coordination pour une gouvernance plus en adéquation avec les ressources territoriales (foncier, ressources naturelles et institutions locales traditionnelles)

Projet : Promotion d'une agroécologie performante et inclusive (2021-2023)

Les populations rurales de la région du Souss-Massa sont marginalisées avec un taux de pauvreté et d'analphabétisme supérieur à la moyenne nationale. De plus, ces zones subissent directement les impacts du changement climatique. On constate par ailleurs un exode rural massif des jeunes et un manque d'appui aux agriculteurs et agricultrices de ces villages isolés.

Ce projet a pour double objectif de favoriser le développement d'une agriculture durable et raisonnée pour promouvoir l'autonomisation socio-économique des femmes rurales. Cela peut se faire en renforçant leur rôle d'actrices clés dans la transition écologique, en se basant sur les savoir-faire traditionnels et les pratiques innovantes de l'agroécologie.



Actions :

- Formation des femmes au leadership féminin et leur implication dans la réalisation d'actions de sensibilisation. Formations des femmes de la région à l'agroécologie pour devenir auto-suffisantes et favoriser le circuit local.
- Aménagement d'une cuve souterraine (natfia) et son raccordement par conduits d'irrigation ainsi que la mise en place d'aménagements hydro-agroécologiques, tel qu'un bassin d'irrigation.

Méditerranée Afrique Solidarité

Par Michael LATZ

L'association Méditerranée Afrique Solidarité s'est constituée en 1987 dans les Alpes Maritimes. Elle est partenaire de groupements africains, principalement en milieu rural, pour les accompagner dans leurs projets, en respectant leurs initiatives pour leur propre développement. Elle apporte son appui à des acteurs de développement dans la région du Kivu et depuis 2010 elle est partenaire de l'association Villages Durables qui a donné naissance à la Ferme Ecole AgroEcologique FEAGE.

VILLAGES DURABLES (VD) est née en 2010 de la volonté de personnes originaires de la presqu'île de BUZI-BULENGA (40000 habitants, tous paysans). Les objectifs de Villages Durables sont de :

- promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement et socio économiquement viable,
- préserver les potentialités locales par la gestion intégrée et rationnelle des ressources naturelles notamment l'eau, la terre, le couvert forestier,
- contribuer à la lutte contre les effets des changements climatiques,
- faciliter l'accès à l'éducation, la formation, l'information notamment aux technologies connexes telles que les énergies renouvelables,
- appuyer les femmes dans leurs démarches d'auto-promotion.

Au coeur de l'Afrique, sur les bords du lac Kivu la presqu'île de Buzi-Bulenga bénéficie d'un climat équatorial d'altitude et de terres riches. Sa population de plus de 40000 habitants tous paysans se répartit principalement en 7 villages. La FEAGE est située à 50 km par la route de la ville de Goma et à 15 km par le lac. Goma est la capitale du Nord Kivu et compte plus d'un million d'habitants. L'action de V.D. se déploie par la Ferme Ecole AGro Ecologique FEAGE dans l'ensemble de la presqu'île.

Ferme Ecole Agro Ecologique (FEAGE)

Contexte : L'Afrique est le déversoir mondial des produits phyto sanitaires. De plus, c'est un endroit où il y a beaucoup de richesses, ce qui entraîne la convoitise et des conflits autour de ces richesses et mène à un appauvrissement de la population.

Objectifs : Lier les gens entre eux pour qu'ils se rendent compte de la situation des autres ailleurs. Faire un pont entre les agriculteurs ici qui ont réussi une transition écologique locale et permettre d'échanger avec des paysans qui ont une réalité très différente.

Réalisations : Le projet consiste en une ferme/ école pour l'agroécologie qui a été mise en place depuis 12 ans dans la région de Kivu en République Démocratique du Congo. Les réalisations de la FEAGE sont :



- Formation de jeunes défavorisés aptes à promouvoir une agriculture durable, économiquement viable et respectueuse de l'environnement : apprentissage de la culture agro biologique,
- Appui aux efforts des communautés paysannes proches : reforestation, protection des bassins versants et des sources,
- Aménagements antiérosifs par la diffusion de plants, soutien aux cultures maraîchères et à l'élevage et maintenant à la caféiculture,
- Accompagnement des actions et des formations des communautés et des jeunes dont des femmes,
- Expérimentation des démarches de l'agro biologie, et utilisation des semences paysannes et bio.

Chambre de Commerce Italienne pour la France de Marseille

Éléments communiqués par Roberto COMMITTERI³

La Chambre de Commerce Italienne pour la France à Marseille - CCIFM est une association privée française d'entreprises industrielles et commerciales, et de commerçants fondée en 1866. Son objectif est de favoriser et développer les relations institutionnelles et économiques entre la France et l'Italie, et de contribuer à de nouvelles initiatives pour faire avancer la coopération euro-méditerranéenne. Le rôle important de la CCIFM, qui appartient à un réseau unique au monde constitué

³ Empêché de participer en raison de la COVID 19.

de 81 CCIE (Chambres de Commerce Italiennes à l'Étranger) présentes dans 58 pays, est entièrement reconnu par le Ministère italien du Développement Économique, et des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale. Elle est placée sous la tutelle de l'Ambassade d'Italie à Paris et du Consulat Général d'Italie à Marseille.

Le projet Agrécolter (de janvier 2022 à décembre 2022)

Ce projet est co-Financé par la Région SUD dans le cadre de l'appel à projet *Eau, Energie, Environnement - 3E*. Son objectif général est d'accroître le rôle potentiel de l'agriculture, créant une propension aux investissements et à la croissance d'exploitations agricoles équitables, durables et biologiques, dans une perspective d'agriculture multifonctionnelle.

Activités :

- a) Ateliers collaboratifs à distance (mise en relation, rencontres et échanges entre opérateurs), partage des bonnes pratiques et des expériences, proposition des solutions opérationnelles
- b) Ateliers territoriaux : sensibilisation des acteurs du territoire et présentation des propositions
- c) Rencontres et échanges entre opérateurs en présentiel : Nous prévoyons de réaliser 2 rencontres de 3 jours chacune : une dans le Département du Vaucluse et l'autre dans la Vallée du *Casentino*. Chaque rencontre impliquera entre 5 et 10 opérateurs (agriculteurs, gérants des fermes, etc.) par pays et aura pour objectif de mieux connaître le territoire italien et français, analyser « sur place » les solutions innovantes étudiées et proposées lors des activités précédentes.

La stratégie de coopération internationale et méditerranéenne de la région Sud

par Rougina FARAG MAURICE SOLIMAN, Chargée de mission à la Direction de la Coopération Euro-Méditerranéenne, Service Coopération Décentralisée

La Région travaille en lien étroit avec Territoires Solidaires pour le développement de la coopération en région et pour marquer plus encore ce partenariat et cet engagement, Madame Marion BAREILLE, Conseillère régionale a été élue présidente du réseau cette année.

Depuis 2017, la Région Sud a formalisé sa politique volontariste de coopération internationale et méditerranéenne à travers une première stratégie de coopération qui a guidé son intervention durant quatre années.

Le 24 juin dernier, la Région a marqué le renouvellement de ses orientations stratégiques par l'adoption d'une nouvelle stratégie. Ce texte guidera les interventions tout au long de la seconde mandature qu'il s'agisse des destinations de coopération comme des priorités et axes d'intervention. Sur de nombreux thèmes elle s'inscrit dans le prolongement de la précédente.

Ainsi la **question climatique et l'adaptation des territoires face aux changements climatiques est toujours au cœur de l'agenda stratégique régional**. La préservation de la biodiversité, la gestion des ressources en eau, l'économie circulaire, sont également des sujets retenus au titre des priorités de la stratégie. La lutte contre les risques naturels a de son côté été davantage ciblée.

On peut aussi souligner, en résonance avec l'atelier d'aujourd'hui, **l'intégration de nouvelles thématiques, comme la souveraineté et sécurité alimentaire/agriculture**. Cette intégration a été motivée par l'expertise locale disponible en région et qui peut être valorisée dans le cadre de projets de coopération mais aussi la demande des partenaires de coopération qui font face à ces mêmes enjeux.

La Région entend promouvoir des coopérations ayant un impact positif en matière de développement économique et d'innovation. Elle soutient des projets de coopération permettant de favoriser la formation professionnelle, l'entrepreneuriat, le développement de l'innovation ainsi que des échanges d'expertises et de savoir-faire dans des domaines économiques clés

Si la première stratégie accordait une attention particulière à la jeunesse, la nouvelle intègre ce volet fondamental au travers de différentes axes comme la coopération universitaire, l'enseignement supérieur et la recherche, la formation des jeunes actifs. L'éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale des jeunes est abordée en partenariat avec Territoires Solidaires.

Le Sport et notamment l'inclusion par le Sport est aussi un nouvel axe de coopération décentralisée de la Région, le sport porte de nombreuses vertus qui répondent aux objectifs de développement durable en matière de santé, d'éducation et de cohésion sociale

On peut aussi souligner que la Région reste engagée dans des démarches humanitaires dans un esprit de solidarité et dans l'optique de protéger la dignité humaine. Face à la guerre en Ukraine, la Région a encore prouvé sa forte capacité de mobilisation, elle est aussi intervenue en solidarité avec le Liban. Ces interventions sont plus ponctuelles contrairement à la coopération décentralisée qui s'inscrit dans une démarche de développement stratégique et dans la durée.

Enfin, on peut rappeler que la région finance des projets ; elle peut intervenir à ce titre en soutenant différents acteurs de la région (associations, universités, collectivités) via des appels à projets ou des subventions.

Elle est surtout cheffe de projet sur les appels à projets nationaux comme ceux du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, de l'AFD ou des programmes européens. Je soulignerai le partenariat en cours avec l'AFD sur trois projets emblématiques au Liban, au Costa Rica et en Algérie.

Ce partenariat qui est d'ailleurs en cours de renouvellement a un autre objectif, celui de pouvoir vulgariser les dispositifs d'appui et de financement de l'AFD qu'ils soient à destination des collectivités, des associations ou des entreprises.

Pour conclure, je soulignerai que la Région et Territoires Solidaires travaillent de concert pour accompagner les collectivités locales du territoire dans leur ouverture à la coopération décentralisée. C'est un enjeu important car les dispositifs financiers et les moyens existent pour s'emparer de la coopération pour créer du lien avec leurs acteurs locaux, valoriser les expertises locales, expérimenter de nouvelles manières d'agir, dans un cadre de coopération internationale.

ANNEXE : Présentation des intervenant.e.s

Territoires Solidaires



Territoires Solidaires est né en 2011 à l'initiative de 7 ONG, avec le soutien de la Région Sud, de la Ville de Marseille et du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères avec la volonté de développer la coopération et la solidarité internationales et de fédérer le plus grand nombre et la plus grande diversité d'acteurs dans cette dynamique.

Son défi est d'inciter à la complémentarité entre les différents intervenants et de bâtir à l'échelle régionale des solutions adaptées à la réussite des partenariats. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, Territoires Solidaires a comptabilisé près de 670 acteurs présents dans les 6 départements qui conduisent des actions dans 100 pays. Territoires Solidaires est le lieu au sein duquel ils peuvent se connaître, partager leurs expériences, échanger sur les réalités auxquelles ils sont confrontés.

Les missions de Territoires Solidaires :

- Identifier, capitaliser, essaimer les expériences en région.
- Animer et mettre en réseau.
- Informer, former, accompagner les porteurs de projets.
- Promouvoir la coopération et la solidarité internationale et encourager l'engagement.
- Elargir la dynamique territoriale et partenariale.

En 2022, Territoires Solidaires a mis à disposition des acteurs de la région « **une bourse des partenariats** » un nouvel outil en ligne pour rapprocher l'offre et la demande en matière de coopération et de solidarité internationale.

C'est un outil qui a été récemment mis en place sur le site de Territoires Solidaires. L'objectif de cet outil est de **faciliter la mise en relation des acteurs**.



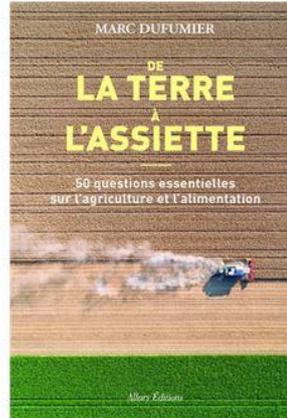
Vous recherchez ou souhaitez mettre à disposition des services, des compétences pour faciliter la mise en œuvre de projets ? Depuis votre espace membre, vous pouvez publier une annonce ou bien répondre à des offres e demandes en fonction de vos besoin et possibilités : mise à disposition de matériel, sollicitation d'une expertise technique mutualisation d'un déplacement, recherche de bénévoles, etc.

Marc DUFUMIER

Marc Dufumier est un agronome et enseignant-chercheur français, spécialiste des systèmes agraires et de leur évolution. Il a notamment dirigé la chaire d'agriculture comparée et de développement agricole à AgroParisTech de 2002 à 2011. Il a été impliqué dans la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation de nombreux projets et programmes de développement agricole, en France comme à l'étranger, notamment dans les pays du Sud.

Auteur de nombreux articles parus dans les principales revues d'agronomie, il a publié une dizaine d'ouvrages sur les politiques agraires, l'agriculture biologique, l'alimentation et la nutrition. Expert auprès de la Banque mondiale et de la FAO, il est souvent sollicité par les pays confrontés à des crises alimentaires ou agricoles. Il a été membre du Conseil stratégique de l'agriculture et de l'agro-industrie durables (CSAAD) au ministère de l'Agriculture.

L'AGROÉCOLOGIE PEUT NOUS SAUVER



Chambre de Commerce Italienne pour la France de Marseille



Association fondée en 1866 et ayant pour objectifs de favoriser et développer les relations institutionnelles et économiques entre la France et l'Italie, et de contribuer à de nouvelles initiatives pour faire avancer la coopération euro-méditerranéenne. La CCIFM est devenue un interlocuteur stratégique pour toute personne qui souhaite envisager des possibilités d'affaires concrètes sur les 2 marchés de référence. Le rôle important de la CCIFM, qui appartient à un réseau unique au monde constitué de 81 CCIE (Chambres de Commerce Italiennes à l'Étranger) présentes

dans 58 pays, est entièrement reconnu par les Ministères italiens du Développement Économique, et des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale. Son rôle est placé sous la tutelle de l'Ambassade d'Italie à Paris et du Consulat Général d'Italie à Marseille.

Depuis 2007 la CCIFM participe également à des Projets Européens, en qualité de partenaire ou chef de file, associant professionnels, universités, centres techniques et de recherche originaires des pays méditerranéens afin de développer des partenariats commerciaux et techniques, et de favoriser :

- La montée en compétences des petites et moyennes entreprises ;
- L'employabilité et la mobilité des jeunes dans les filières prioritaires bleues et vertes ;
- Le développement de l'entrepreneuriat ;
- Le transfert des savoir-faire et des compétences ;
- La promotion du développement durable des entreprises.

Méditerranée Afrique Solidarité



L'association Méditerranée Afrique Solidarité (MAS) s'est constituée en 1987 dans les Alpes Maritimes. Elle agit pour un développement solidaire des peuples. Elle apporte son appui aux actions et projets portés par ses partenaires.

MAS soutient en Afrique des démarches d'acteurs locaux qui s'engagent pour l'autopromotion des communautés paysannes. Elle les accompagne dans leurs projets, en respectant leurs initiatives pour leur propre développement :

- Dans la région maritime du Togo avec le centre Sichem

- En République démocratique du Congo, dans la région du Kivu avec l'association locale Villages Durables.

MAS agit ici dans les Alpes Maritimes et en Provence avec d'autres organisations, collectivités, établissements scolaires pour promouvoir des démarches et projets de l'économie et du développement solidaires.

Migrations et développement



Migrations & Développement créée en 1986 par des migrant·e·s pour mener des actions de développement dans les villages de leur région d'origine, l'Atlas et l'Anti-Atlas marocains, frappée par une sécheresse sévère depuis le milieu des années 70.

L'action de Migrations & Développement est basée sur trois principes : participation des populations aux décisions et au financement des projets, solidarité villageoise, partenariat avec les autorités locales. La formation des acteurs (élus, cadres des associations villageoises, des administrations locales, coopérateurs) est un axe majeur des interventions de l'ONG.

Touiza Solidarité

Touiza Solidarité est une association loi 1901, créée en 1995, à Marseille, œuvrant pour un développement durable et partagé et un renforcement de la solidarité entre les deux rives de la Méditerranée. Touiza Solidarité est un acteur majeur de la coopération en Méditerranée, en particulier entre la France et les pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie).

Depuis 25 ans, sur la base d'une approche participative et concertée avec les populations locales, Touiza Solidarité contribue à renforcer les liens d'amitié et de solidarité entre la France et les pays du Maghreb et développe des actions de coopération, telles que :

- Renforcement des capacités de la société civile ;
- Projets d'Economie Sociale et Solidaire (ESS), à destination notamment des jeunes et des femmes ;
- Plaidoyer en faveur du développement local durable et de la protection de l'environnement ;
- Accompagnement des collectivités territoriales locales des pays d'Afrique du Nord et appui à la coopération décentralisée.



Nous contacter

contact@territoires-solidaires.fr

52, rue Saint-Ferréol - 13001 MARSEILLE

www.territoires-solidaires.fr

